

# AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 7

septembre 2002

## LE PROCESSUS DE KIMBERLEY ET LE G8

### « Une responsabilité accrue et une plus grande transparence »

Le 23 juillet 2000, les chefs de gouvernement du G8 réunis à Okinawa, au Japon, ont publié un communiqué final dans lequel ils affirmaient, entre autres : « Nous avons convenu de... mettre en œuvre des mesures destinées à prévenir les conflits, particulièrement en s'attaquant au trafic illicite des diamants ». Plusieurs des ONG qui ont participé aux réunions du Processus de Kimberley depuis lors étaient représentées à un important rassemblement de la société civile qui s'est tenu à Calgary juste avant la réunion du G8 de juin 2002, à Kananaskis. On estime à 1400 le nombre de participants, y compris des représentants de **Partenariat Afrique Canada**, de **Global Witness**, du **Network Movement for Justice and Development**, d'**ActionAid**, d'**Oxfam** et d'**Amnistie internationale**.

Au cours d'un atelier sur les diamants de guerre, **Ian Smillie**, de PAC, a affirmé devant plus de 500 personnes que l'accord du Processus de Kimberley pourrait devenir un modèle pour d'autres discussions au sujet du rapport entre les ressources et les conflits, mais que son incapacité de répondre au besoin d'une surveillance périodique autonome de tous les systèmes nationaux de contrôle constituait un échec retentissant. « Tout gouvernement, toute entreprise, tout particulier, a-t-il affirmé, qui s'oppose à une surveillance périodique autonome préconise le maintien du statu quo et la poursuite du vol, de la contrebande, de l'instabilité et de la guerre en Afrique. »

Au cours de la plénière de clôture, la conférence a présenté ses conclusions au ministre des Affaires étrangères du Canada, **Bill Graham**, qui a promis de transmettre le message à la réunion du G8. **Amboka Wameyo**, d'**ActionAid**, a dit au ministre que « trop souvent, les gouvernements du G8 sont un élément direct et dramatique du problème, et favorisent des politiques qui vont à l'encontre de la sécurité humaine ». Elle a parlé plus précisément du besoin de dispositions plus rigoureuses en matière de surveillance dans le cadre du Processus de Kimberley.

Dans un long article publié le lendemain, dans la page en regard de l'éditorial du *Globe and Mail*, l'un des plus éminents journalistes du Canada, **Paul Knox**, a rédigé une déclaration que, à son avis, les dirigeants du G8 devraient signer. On y trouvait le passage suivant : « Nous avons mis du temps à saisir pleinement le traumatisme causé par les conflits suscités par les ressources naturelles. La demande de produits tels que les diamants, le bois d'œuvre, les minéraux et le pétrole, surtout de la part du monde développé, alimente des guerres sauvages et des souffrances humaines incommensurables. Nous chargerons nos fonctionnaires de concevoir des moyens plus efficaces de réglementer ce commerce et de contrer les abus. Nous savons que nos citoyens ne souhaitent pas que leur propre prospérité soit tributaire de la privation des autres. Nous nous engageons à travailler avec nos entreprises pour mettre en œuvre des codes de conduite assortis de mécanismes d'évaluation rigoureux afin de veiller à ce que nos gains économiques soient obtenus de manière équitable. »

Malgré l'assurance, au départ, que le G8 ne se pencherait pas sur une question de si bas niveau, le *Plan d'action pour l'Afrique du G8* l'a en fait abordée spécifiquement, affirmant ce qui suit : « Nous sommes déterminés à faire de la prévention et de la résolution des conflits une priorité absolue, et nous nous engageons donc à... collaborer entre autres avec la société civile et les gouvernements africains afin de mettre fin aux liens entre les conflits armés et l'exploitation des ressources naturelles, y compris... en appuyant les mesures de contrôle volontaire, comme le Processus de Kimberley dans le cas des diamants et... en incitant à plus de responsabilité et de transparence ceux qui participent à l'importation ou à l'exportation de ressources naturelles africaines provenant de zones de conflit. »

#### AUTRES FACETTES

*Autres facettes*, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication conjointe de Partenariat Afrique Canada (Ottawa), de l'International Peace Information Service (Anvers) et du Network Movement for Justice and Development (Freetown). Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui du Program on Global Security and Sustainability de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de l'Agence canadienne de développement international, du Department for International Development, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, du Centre de recherches pour le développement international, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, du Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile,

d'Inter Pares, de CUSO, de Terre sans frontières, du Centre canadien d'étude et de coopération internationale et d'autres.

Pour communiquer avec *Autres facettes*, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, ON, K1N 7Z2 Canada; courriel : [hdsa@partnershipafricacanada.org](mailto:hdsa@partnershipafricacanada.org)  
[www.partenariatafricacanada.org](http://www.partenariatafricacanada.org)  
ISSN : 1496-7502

#### MONNAIE FORTE

#### NOUVEAU RAPPORT SUR LES DIAMANTS CONGOLAIS

Le Projet sur les diamants et la sécurité humaine a publié un important nouveau rapport intitulé *Monnaie forte : L'économie criminalisée des diamants de la République démocratique du Congo et de ses voisins*. L'étude a été rédigée sur une période de 18 mois par Christian Dietrich, chercheur à l'International Peace Information Service, à Anvers.

# AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

---

Numéro 7

septembre 2002

Dans le rapport, Dietrich ne prend pas de gants pour parler des discussions au sujet des diamants de guerre. Il montre que la définition restrictive utilisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Processus intergouvernemental de Kimberley ne sert qu'à limiter le débat et les interventions concernant l'un des conflits les plus horribles du dernier demi-siècle. Il définit le conflit en termes régionaux, montrant que les guerres au Congo et en Angola ont été liées inextricablement l'une à l'autre par l'entremise des réseaux criminels et de la soif transfrontalière de pouvoir, alimentées par les diamants et responsables de la mort de centaines de milliers de civils innocents. Des décennies de turbulence en République centrafricaine prennent aussi racine dans le commerce des diamants, Bangui servant de conduit lucratif pour les diamants volés à d'autres pays.

*(suite page 4)*

## ÉDITORIAL

## AL-QAIDA ET LA QUALITÉ DE LA TERREUR

Il est temps de situer dans son contexte la question d'Al-Qaida et des diamants. En novembre 2001, peu de temps après les attaques terroristes aux États-Unis, *The Washington Post* rapportait que « le réseau terroriste dirigé par Oussama ben Laden a recueilli des millions de dollars au cours des trois dernières années grâce à la vente illicite de diamants extraits par les rebelles en Sierra Leone, selon des fonctionnaires du renseignement des États-Unis et de l'Europe ». Cette déclaration a créé tout un émoi dans les médias et a déclenché une série de sonneries d'alerte retentissantes dans l'industrie du diamant. Toutefois, au fil du temps, il semblait que le reportage allait sombrer dans l'oubli. Le directeur des affaires publiques et générales de De Beers, Rory More O'Ferrall, a écrit au *National Geographic* en juillet 2002 au sujet de son « affirmation absolument sans fondement voulant que "le commerce des diamants en provenance de la Sierra Leone ait injecté des millions dans le réseau Al-Qaida d'Oussama ben Laden au cours des dernières années" ». » Le *National Geographic* a répondu : « Nous réaffirmons la justesse de la déclaration ». Cela est compréhensible. L'ancien ambassadeur des États-Unis en Sierra Leone, Joe Melrose, a déclaré, devant un comité du sénat américain, en février, qu'il existait des preuves qu'Al-Qaida et le groupe islamiste Hezbollah achetaient des diamants des rebelles du RUF de la Sierra Leone. Et Peter Hain, ministre britannique des Affaires européennes, a déclaré à des journalistes que Victor Bout « a sans doute fourni des armes à Al-Qaida et aux Talibans ». Un infâme trafiquant d'armes et briseur de sanctions, Victor Bout, a été désigné dans plusieurs des rapports des groupes d'experts de l'ONU sur la Sierra Leone, le Libéria et l'Angola comme fournisseur d'armes aux rebelles du RUF et de l'UNITA, ainsi qu'au président et seigneur de la guerre du Libéria, Charles Taylor.

Pourquoi la filière Al-Qaida semble-t-elle revêtir tant d'importance? Elle est importante parce que si l'on peut fournir des preuves à l'appui, on croit que le gouvernement américain sera plus enclin à insister pour qu'on réglemente de manière plus rigoureuse l'industrie du diamant qu'on ne le fait actuellement. Mais si les diamants ne sont utilisés que par des terroristes africains, on dirait que la question est tout autre. Si ce point de vue est juste, il est aussi myope que répugnant.

Même si l'histoire était complètement fautive, rien ne sert de promouvoir un accord de Kimberley faible et une industrie du diamant mal réglementée. Tôt ou tard – s'ils ne l'ont pas encore fait – Al-Qaida et ses homologues découvriront l'utilité des diamants comme solution de rechange à l'argent liquide. Il y a aussi une question morale d'importance. La qualité de la terreur ne se commande pas. Elle est la même pour un enfant qui perd un parent en Angola que pour un enfant qui perd un parent à New York. L'idée voulant qu'un type de terrorisme mérite plus d'attention qu'un autre est, dans le cas présent, on ne peut plus choquante.

Il ne s'agit pas de savoir si l'on devrait intervenir davantage à l'égard des diamants si l'on pouvait attester l'existence de la filière Al-Qaida. Le Processus de Kimberley a préparé un système de réglementation des diamants bruts. Mais il ne comprend aucune disposition relative à l'inspection indépendante périodique des mécanismes nationaux de contrôle. Il s'agit maintenant de savoir si l'on permettra que cela se poursuive et que les diamants soient accessibles aux voleurs, aux blanchisseurs d'argent et aux terroristes – de toutes sortes – ou si les gouvernements et l'industrie du diamant renforceront l'accord pour arrêter *tous* les terroristes, maintenant et à l'avenir, qui pourraient profiter des diamants.

## DES ONG CONGOLAISES CRÉENT UN NOUVEAU RÉSEAU

Des ONG congolaises ont créé un nouveau réseau pour réagir au pillage continu des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. Lors d'un atelier tenu à Kinshasa, du 5 au 7 août, et organisé par le *Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire* (CENADEP - Kinshasa) et Partenariat Afrique Canada, plus de 40 représentants d'ONG de partout au Congo se sont réunis pour discuter d'un certain nombre d'études portant sur le pillage des ressources naturelles du Congo. Les dirigeants d'ONG des régions est et nord-est du Congo, occupées par les forces rwandaises et ougandaises et leurs alliés congolais, ont décrit en détail l'extraction systématique de coltan, d'or ou de bois d'œuvre et le commerce florissant des diamants, dont profitent de toute évidence les élites militaires et politiques de Kigali et de Kampala. Chris Dietrich, auteur de *Monnaie forte*, a fait le point avec les participants sur l'ampleur du commerce illicite des diamants du Congo; on a aussi présenté des exposés sur le Processus de Kimberley et la campagne internationale en vue d'éliminer les diamants de guerre. Le point de contact du réseau des ONG congolaises est CENADEP : [cenadep@yahoo.fr](mailto:cenadep@yahoo.fr).

## ACCORD DE PAIX ENTRE LE RWANDA ET LE CONGO

À la fin de juillet, les présidents du Rwanda et de la RDC ont signé un accord de paix à Pretoria, une première étape en vue de mettre fin à un conflit sanglant qui a coûté la vie à quelque deux millions de personnes. Aux termes de l'accord, la RDC désarmera 10 000 milices Interahamwe hutues qui ont fui le Rwanda après le génocide de 1994. En retour, le Rwanda retirera quelque 25 000 troupes du Congo d'ici la fin d'octobre.

L'accord a été généralement bien accueilli, mais non sans scepticisme. On estime à 22 le nombre de parties engagées dans le conflit, et plusieurs factions rebelles se sont empressées de désavouer l'entente dès sa signature. Un accord de paix antérieur, signé à Lusaka en 1999, prévoyait aussi le désarmement et le retrait des troupes étrangères, mais s'est avéré un échec. Les enjeux vont bien au-delà des problèmes de sécurité posés par les Interahamwe. Le Rwanda et les armées d'autres pays voisins ont exploité activement la richesse minérale des vastes régions du Congo qu'ils occupent. Et l'on ne croit pas vraiment que le gouvernement de Kinshasa puisse apporter une stabilité à la vaste région orientale où il n'y a, à toutes fins utiles, aucune infrastructure ou installation de communication.

## LE PROCESSUS DE KIMBERLEY A BESOIN DE MORDANT : UN MEMBRE DU CONGRÈS DES É-U

### Les sombres perspectives du GAO visent juste

Le membre du Congrès américain et militant de longue date contre les diamants de guerre, Tony P. Hall, a félicité le United States General Accounting Office pour son rapport percutant sur les diamants de guerre. « Critical Issues Remain in Deterring Conflict Diamond Trade » est le résultat d'une enquête sur le commerce des diamants de guerre lancée par Hall, le représentant Frank R. Wolf et d'autres membres du Congrès en février 2001.

« On peut féliciter les pays engagés dans le Processus de Kimberley pour leurs efforts en vue de rompre les liens financiers entre les diamants et la guerre, tout comme les organisations non gouvernementales et le World Diamond Council de l'industrie, a dit Hall. Leur travail a été formidable et le consensus auquel ils en sont arrivés en mars était solide à bien des égards. Toutefois, le rapport accablant du GAO confirme les préoccupations de Global Witness, de Partenariat Afrique Canada et des partenaires de leur coalition.

« Il est clair que le Processus de Kimberley demeure une œuvre en cours d'élaboration, dont la conception présente de graves lacunes. L'initiative met en place le signal d'arrêt nécessaire, mais la rigueur avec laquelle elle sera appliquée déterminera son efficacité... Si l'on espère que les trois dernières années des travaux concernant les diamants de guerre portent le moindrement fruit, a dit Hall, on ne peut s'en remettre uniquement à un consensus international aussi imparfait que le GAO ne considère celui-là. Le seul espoir de conférer de réels pouvoirs aux nobles efforts du Processus de Kimberley est que le droit américain puisse justifier les décisions que prennent nos consommateurs en achetant la moitié des diamants du monde, en aidant à les assurer qu'ils paient pour des témoignages d'amour – et non des armes de guerre, des viols et de la misère.

Le rapport du GAO est affiché à [www.gao.gov](http://www.gao.gov). On trouvera d'autres renseignements sur les efforts de Hall concernant les diamants de guerre à [www.house.gov/tonyhall](http://www.house.gov/tonyhall).

### Réponse de De Beers à un rapport du Projet

En mars 2002, le Projet sur les diamants et la sécurité humaine a publié un rapport de Ralph Hazleton, intitulé *Les diamants : éternels ou providentiels? L'impact économique des diamants en Afrique australe*. Il s'en est suivi un échange de lettres entre Partenariat Afrique Canada et De Beers. Nicky Oppenheimer, président de De Beers, et Gavin Beevers, directeur des opérations, ont tous deux écrit. On trouvera la correspondance sur le site web de PAC à [www.partnershipafricanacanda.org](http://www.partnershipafricanacanda.org).

## VEILLE MÉDIAS

Le *National Geographic* a reçu une avalanche de courrier à la suite de son article vedette de mars 2002 sur les diamants. Bien que le reportage n'ait pas porté exclusivement sur les diamants de guerre, les lettres au rédacteur dans le numéro de juillet ont révélé que ce sujet avait mobilisé l'attention, et pas seulement de lecteurs tels que **Janet Lovins**, qui a décidé de ne pas acheter de bague diamants parce qu'elle ne « pouvait appuyer une industrie qui avait causé, ne serait-ce qu'indirectement, de telles horreurs et de telles souffrances ». On a aussi publié des lettres du **Jewelers Vigilance Committee** et de **Rory More O'Ferrall**, de De Beers, qui indiquaient que l'article pourrait « alarmer inutilement les consommateurs » en mentionnant un éventuel lien avec Al-Qaida. **Sean Cohen**, de RAND Diamond, a vanté le système de suivi des diamants de son entreprise, tandis que la lectrice **Sheila Soprovich** a appelé les consommateurs à intervenir : « Femme des pays développés, unissez-vous! Comme nous représentons 50 % de la population, nous avons un pouvoir d'achat énorme et ce pouvoir peut être mis à profit pour changer l'industrie du diamant. »

**Oren Sofer**, de Beny Sofer & Sons, une entreprise de diamants de New York, a rédigé un article plein de colère pour le numéro d'été de *Canadian Diamonds*. « Les médias ne sont pas intéressés à dire au public que le problème des diamants de guerre est réglé », a-t-il dit, peut-être sans savoir qu'il ne l'est pas. Il a aussi affirmé que le mécanisme de certification du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest « est le seul processus de certification des diamants au monde qui arrive à garantir l'origine des diamants ». Peut-être n'a-t-il pas lu *Un éclat dans la glace* d'**Ian Smillie** (publié en janvier et disponible chez Partenariat Afrique Canada), qui soulignait que tous les diamants actuellement extraits au Canada sont triés à Anvers. Ceux qui reviennent ne sauraient être « garantis » par quiconque dans les circonstances actuelles, de dire Smillie.

Le Projet sur les diamants et la sécurité humaine a publié, en mars 2002, le document de **Ralph Hazleton** intitulé *Les diamants : éternels ou providentiels? L'impact économique des diamants en Afrique australe*. Selon l'auteur, bien que les diamants aient énormément contribué à l'économie du Botswana, plus de 60 % de la population doit encore subsister avec moins de deux dollars par jour, soit plus que le Kenya et le Sénégal. Le document de 24 pages a été reproduit intégralement dans la prestigieuse revue israélienne *Mazal U'Bracha* (mai 2002) et a reçu des critiques mitigées dans *The Namibian* (18 juillet). Mais il a soulevé une tempête de protestations ailleurs. Le président de De Beers, **Nicky Oppenheimer**, a pris la parole devant l'American Gem Society, défendant la contribution des diamants au développement de l'Afrique australe, et les doreurs d'images ont mis les bouchées doubles dans un article paru le 27 juillet dans *The Spectator*, qui a été recyclé dans le numéro d'août du *Readers Digest*, où De Beers s'est décrit au Botswana comme un employeur d'une « rectitude presque écœurante » et où on affirme que les bénéficiaires des diamants pour le Botswana sont généreusement illustrés par la qualité et le nombre des écoles et des hôpitaux du pays. On ne mentionne pas l'étude de Hazleton, bien que la référence aux « capitalistes anti-mondialisation, idéalistes libéraux et experts africains barbus chaussés de sandales » s'adresse peut-être à lui. L'auteur de l'article cite une autre source, un « vieux routier de l'Afrique » anonyme qui qualifie ainsi les vertus du peuple Tswana : « Vous rencontrez beaucoup d'Africains, et ce sont comme des enfants... ils pourraient venir vous trancher la gorge dans la nuit, mais en votre présence, ils sont charmants, tout souriants. Les Tswana ne sont pas comme ça. Ils sont très sérieux, très sobres, très efficaces, très respectueux de la loi. » Toutes ces citations ont été supprimées de la version du *Readers Digest*, ce qui laisse entendre deux choses : tout d'abord *The Spectator* a besoin d'un meilleur réviseur, et deuxièmement, tant le Botswana que l'industrie du diamant ont besoin de journalistes aux propos moins choquants pour appuyer leur cause.

## La CE se prépare à Kimberley

Le 8 août, la Commission européenne a adopté une proposition en vue d'un règlement du Conseil concernant la conformité de la CE aux dispositions du Processus de Kimberley, conclues plus tôt cette année. En vertu du projet de règlement, chaque pays désignerait une autorité compétente, sous la direction de la CE, pour administrer l'importation et l'exportation de diamants conformément au mécanisme mondial. Le règlement prévoit aussi la participation du secteur privé, en imposant des procédures rigoureuses de prestation de rapports et de vérification. Toutefois, conformément à l'actuel accord de Kimberley, il n'existe aucune disposition concernant la surveillance extérieure de l'application. Il sera donc difficile de savoir si la Grèce ou l'Allemagne appliquent les nouveaux règlements aussi bien que la Belgique, qui a des intérêts beaucoup plus importants dans le commerce du diamant. La CE espère que le nouveau règlement sera approuvé par le Conseil avant le lancement officiel du système du Processus de Kimberley, en novembre.

## La menace terroriste est réelle selon un rapport de la police canadienne

Les services de renseignement de la police canadienne craignent que les réseaux terroristes, tels que Al-Qaïda, n'aient infiltré l'industrie canadienne du diamant : « Des organisations terroristes, comme le réseau Al-Qaïda, pourraient aussi utiliser des diamants pour financer leurs opérations, contournant ainsi le système bancaire international et les contrôles mis en place par les autorités », affirme un rapport publié par le Service canadien de renseignements criminels en août. Le rapport affirme ce qui suit : « Comme dans les autres pays producteurs, on craint que le crime organisé essaie d'infiltrer ou de pénétrer l'industrie du diamant canadienne ». Étant donné la réputation du Canada comme producteur de diamants propres « ce pays pourrait attirer des diamants de contrebande qui seraient mélangés à notre production de diamants bruts pour être vendus légalement comme un produit canadien authentique ». « Nous avons aussi des indications voulant que des organisations criminelles essaieront de cibler notre industrie du diamant », a affirmé dans une entrevue subséquente Giuliano Zaccardelli, commissaire de la GRC.

## Ruprah pincé encore une fois

Sanjivan Ruprah, un trafiquant d'armes impliqué dans le non-respect des sanctions contre le Libéria et le RUF, a été arrêté en Italie en août après avoir enfreint les conditions de sa libération sous caution en Belgique, où il avait été arrêté en février dernier, accusé d'association criminelle et de possession d'un faux passeport. Il faisait aussi l'objet d'une enquête en Belgique pour blanchiment d'argent. Ruprah, originaire du Kenya, entretenait des liens au cours des années 1990 avec Branch Energy ainsi qu'avec Executive Outcomes, un groupe mercenaire sud-africain faisant affaire au Rwanda, en Afrique du Sud et en République démocratique du Congo.

En 1999, il a été nommé « agent international de l'aviation civile mondiale » par le gouvernement du Libéria et a pu se déplacer, pendant un certain temps, avec un passeport diplomatique libérien sous le nom de Samir M. Nasr, soi-disant sous-commissaire aux affaires maritimes du Libéria. Ruprah a été étroitement associé à Victor Bout, un Russe impliqué dans le trafic d'armes partout en Afrique. Peter Hain, ministre des Affaires européennes de la Grande-Bretagne, a affirmé que Bout avait fourni des armes à Al-Qaïda et aux Talibans. Ruprah a été arrêté à Crema, près de Milan, et accusé de possession d'un faux passeport.

## Monnaie forte

(suite de la page 1)

Le rapport traite aussi des pays ne possédant pas de diamants qui sont devenus des exportateurs actifs. La République du Congo – par l'entremise de sa capitale, Brazzaville – a exporté des diamants valant des centaines de millions de dollars au cours des deux dernières décennies. Plus récemment, en RDC, les armées envahissantes du Rwanda, de l'Ouganda et du Zimbabwe ont – sous prétexte de nécessité militaire – expédié des diamants vers leurs capitales à des fins de réexportation. Le Burundi, la Tanzanie, la Namibie et la Zambie ont aussi profité d'une façon ou d'une autre des diamants angolais et congolais. Les cessez-le-feu et les accords de paix sont peu susceptibles de mettre un terme à ce trafic largement criminalisé des diamants, pas plus que de mettre un terme aux éventuels conflits futurs à moins qu'on ne prenne des mesures concertées et généralisées à de nombreux niveaux.

Dietrich trace le portrait d'une corruption et d'une prédation qui, outre les gouvernements et leurs fonctionnaires, englobe l'industrie internationale du diamant et sa poursuite inlassable de pierres. Peu importe le bien que les diamants ont pu faire ailleurs, ils sont une plaie en Afrique centrale, une plaie qui ne guérira pas tant que les gouvernements en cause, les Nations Unies et le secteur privé ne prendront pas des engagements plus fermes et ne feront pas des interventions plus avisées. Dietrich formule des recommandations que devraient prendre au sérieux tous les intéressés et affirme que les dispositions proposées dans l'actuel Processus de Kimberley ne fonctionneront pas sans une inspection crédible et périodique, par des spécialistes, de tous les mécanismes nationaux de contrôle des diamants.

*Monnaie forte* s'inscrit dans une série de documents hors série produits par le Projet sur les diamants et la sécurité humaine. Un sommaire est disponible; les deux versions sont aussi disponibles en anglais et sur le site web de PAC à :

[www.partenariatfricquicanada.org](http://www.partenariatfricquicanada.org). On peut aussi obtenir des exemplaires imprimés en s'adressant au bureau de PAC.

## LIVRES

Lieutenant-Colonel Tim Spicer OBE, *An Unorthodox Soldier: Peace and War and the Sandline Affair*, Edinburgh, Mainstream Publishing Company, 1999, 235 pages, 35 \$ US.

Pour quiconque veut comprendre le mercenaire contemporain, le livre de Spicer est incontournable. *An Unorthodox Soldier* est une autobiographie ainsi que l'histoire de Sandline International, la Société militaire privée (SMP) fondée par Spicer. Le livre raconte la carrière militaire de l'auteur et les incursions de Sandline en Sierra Leone et en Papouasie Nouvelle-Guinée, et présente une longue défense du rôle moderne des SMP. Selon l'auteur, les SMP sont des « entreprises commerciales spécialisées dans la fourniture de compétences militaires aux gouvernements légitimes : formation, qualification, renseignements, évaluation des risques, soutien opérationnel ou compétences techniques ». Pour Spicer, « Sandline International n'est qu'une compagnie... »

Nul besoin d'aller plus loin que la page des remerciements pour connaître le ton emprunté par l'auteur : « Ceux qui ne méritent aucun remerciement, quel qu'il soit, jamais – non seulement de ma part mais de quiconque – sont les lâches, les ennuyeux et les inutiles qui pontifient et se terrent, dont certains représentent supposément la Grande-Bretagne. Ils me font pitié – ils ne sont jamais allés jusqu'à la limite pour voir ce qu'il y avait au-delà. Ils auraient intérêt à le faire. »

Les éléments les plus importants du livre de Spicer se trouvent dans le dernier chapitre. Il écrit avec justesse qu'il y aura encore beaucoup de conflits et que bon nombre auront comme enjeu les ressources. Il souligne aussi les efforts inefficaces des Nations Unies pour mettre un terme à ces guerres. Sa réponse est que la SMP moderne a un rôle important à jouer et qu'elle peut faire ce que les Nations Unies ne peuvent faire. Les propos suivants résument à peu près ce qu'il pense : « Les plus graves erreurs que font les gouvernements en évaluant l'avenir est d'adopter un point de vue étroit et à court terme, de faire preuve d'un esprit de clocher. Cela vaut pour leurs attitudes face aux menaces grandissantes mais aussi pour leurs opinions sur les SMP, certes un nouvel élément dans le tableau politico-militaire mais un élément qui, comme Sandline l'a démontré au cours des quelques dernières années, pourrait avoir un rôle utile et important à jouer dans la recherche de solutions à certains de ces problèmes urgents. »

Que l'on soit d'accord ou non avec Spicer, *An Unorthodox Soldier* est une contribution utile au débat qui a cours sur le rôle des SMP.

– R.H.